

Go beyond the UN Declaration on NCDs

These last few days have been marked by two events worthy of mention.

The first was the Political Declaration of the *High-level Meeting of the UN General Assembly on the Prevention and Control of Non-communicable Diseases* made in Washington last September 16. The second was the workshop *Promotion of fruit and vegetables in the English-speaking African countries (PROFAV)*, held in Arusha, Tanzania, from 26 to 30 September under the auspices of the WHO and FAO.

During the workshop, the role of fruit and vegetables in addressing non-communicable diseases was recognized as strong evidence. Strong recommendations have been made to governments, international organizations and to the private sector and civil society as well, to develop and strengthen efforts for improving the availability and consumption of fruit and vegetables. Indeed, these actions should help to deal effectively with the double burden of under-nutrition and non-communicable diseases. It is already a major public health problem, with a strong economic and social impact in Africa and other parts of the developing world.

The UN declaration echoes such concern over the alarming situation. With this statement in hand, it is hoped that relevant measures will be taken by policymakers, economic actors and the civil society, in order to avoid, or at least minimize, the vicious circle

between malnutrition, non-communicable diseases and poverty in developing countries.

Among these measures, including reducing smoking and promoting physical activity, a special place is given to those designed to *encourage policies that support the production and manufacture of, and facilitate access to, foods that contribute to a healthy diet, and provide greater opportunities for utilization of healthy local agricultural products and foods, thus contributing to efforts to cope with the challenges and take advantage of the opportunities posed by globalization and to achieve food security.*

We can be happy with such a declaration, that should be a key step towards more efficient actions.

Nevertheless, there is no mention of the role of fruit and vegetables as *foods that contribute to a healthy diet*. Why this omission while the PROFAV workshop recognizes this role as strong evidence? Why miss such an opportunity to advocate for more fruit and vegetables on the consumers' plate? Indeed, these products are still poorly included in the programs dealing with global and national food security, where priority is given to energy-dense foodstuffs.

It is time to take better account of the reality of the situation and act accordingly without any omission that could prevail over the relevant solutions.

Dr. Jacky Ganry
Scientific Director of *Fruits*

Aller au-delà de la déclaration de l'ONU sur les maladies non transmissibles

Ces derniers jours ont été marqués par deux événements qui méritent d'être signalés.

Le premier a été la Déclaration politique de la *Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations-Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles* faite à Washington le 16 septembre dernier. Le second a été l'atelier *Promotion des fruits et légumes dans les pays africains anglophones* (PROFAV), tenu à Arusha, en Tanzanie, du 26 au 30 septembre, sous les auspices de l'OMS et la FAO.

Lors de cet atelier, le rôle des fruits et légumes dans la lutte contre les maladies non transmissibles a été reconnu comme une forte évidence. Des recommandations appuyées ont été faites aux gouvernements et organisations internationales ainsi qu'aux acteurs du secteur privé et de la société civile pour mettre en place et renforcer les actions visant à améliorer la disponibilité et la consommation des fruits et légumes. Ces actions devraient permettre de faire face efficacement au double fardeau de la sous-nutrition et des maladies chroniques qui est devenu un problème majeur de santé publique, avec un fort impact économique et social en Afrique et dans d'autres parties du monde en développement.

La déclaration de l'ONU se fait l'écho d'une telle préoccupation face à cette situation alarmante. Avec cette déclaration dans la main, il est à espérer que des mesures pertinentes seront prises par les décideurs politiques, les acteurs économiques et la société civile afin d'éviter, ou au moins minimiser, le cercle vicieux entre la malnutrition, les maladies non transmissibles et la pauvreté dans les pays en développement.

Parmi toutes ces mesures, dont la réduction de la consommation de tabac et la promotion de l'activité physique, une place particulière est accordée à celles visant à *encourager des politiques qui appuient la production et la fabrication d'aliments contribuant à un régime alimentaire sain, facilitent l'accès à ces aliments et offrent de plus amples possibilités d'utiliser des produits et denrées alimentaires sains issus de l'agriculture locale, contribuant ainsi aux efforts pour faire face aux défis de la mondialisation et mettre à profit les chances créées par elle, et pour assurer la sécurité alimentaire.*

Nous pouvons être heureux d'une telle déclaration qui devrait être une étape clé vers des actions plus efficaces.

Néanmoins il n'est fait aucune mention du rôle des fruits et des légumes comme des *aliments contribuant à un régime alimentaire sain*. Pourquoi une telle omission lorsque, dans le même temps, l'atelier PROFAV reconnaît ce rôle comme une forte évidence ? Pourquoi manquer une telle occasion de plaider pour plus de fruits et légumes dans l'assiette des consommateurs, alors que ces produits ne sont guère pris en compte dans les programmes mondiaux et nationaux traitant de la sécurité alimentaire où la priorité est donnée aux produits riches en énergie ?

Il serait temps de mieux prendre en compte la réalité de la situation et d'agir en conséquence sans aucune omission qui puisse prévaloir sur les solutions pertinentes.

Dr. Jacky Ganry
Directeur scientifique de *Fruits*